



La demande de grâce de Netanyahu est le reflet de la mentalité politique israélienne

Description

Le refus du Premier ministre de reconnaître ses torts reflète une société conditionnée à interpréter le remords comme une faiblesse et la force brute comme destinée.

Par Meron Rapoport, 10 décembre 2025



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le 10 novembre 2025. (Yonatan Sindel/Flash90)

Dans la [demande officielle](#) de grâce du Premier ministre Benjamin Netanyahu concernant ses [accusations de corruption](#), envoyée par ses avocats au président Isaac Herzog fin novembre, la clause 62 exhorte Herzog à prendre en compte son « immense contribution publique à Israël et à la société israélienne » dans le domaine de la sécurité. Cette contribution, affirme Netanyahu, tient au fait qu'il a « renforcé la perception selon laquelle Israël doit se défendre seul » ; une phrase placée entre guillemets sans que l'on sache qui est censé avoir prononcé.

La lettre énumère ensuite les réalisations autoproclamées du Premier ministre à cet égard : la commande de frappes préventives contre les forces soutenues par l'Iran en Syrie, l'extension du système de défense antimissile Iron Dome, la création de la Direction nationale du cyberspace et sa contribution à la « lutte existentielle » contre le programme nucléaire iranien avec [son discours devant le Congrès américain en 2015](#) et [sa décision de bombarder l'Iran](#) dix ans plus tard. Il a également « ordonné l'assassinat » des dirigeants du Hamas Mohammed Deif, Ismail Haniyeh et Yahya Sinwar, et a donné l'ordre à ses troupes d'attaquer les hauts dirigeants du Hezbollah, ce qui a finalement conduit au renversement du régime Assad en Syrie.

Un incident sécuritaire évident et plutôt important est absent de cette liste : l'attaque surprise meurtrière du Hamas le 7 octobre. La lettre ignore également que la guerre à Gaza n'est pas encore terminée selon les termes d'Israël, car le Hamas reste en place dans la moitié de la bande de Gaza. Ces omissions ne sont pas le résultat d'une restriction du nombre de mots ; la lettre du Premier ministre compte 13 pages et ne constitue qu'une partie d'un document de 111 pages soumis au président.

Mais bien qu'elle ait été rédigée par ses avocats, la demande de grâce de Netanyahu n'est pas un document juridique. Il s'agit d'un traité politico-historique reflétant sa perception de sa place dans l'histoire et la société israéliennes, une fenêtre sur son monde intérieur après un total de 18 ans passés à la tête du gouvernement et deux ans de génocide à Gaza.

Beaucoup ont critiqué sur le fait qu'il n'y a aucune reconnaissance de culpabilité dans les milliers de mots qui composent cette lettre. « Il y a plus de chances que le soleil ne se lève pas demain matin plutôt que le Premier ministre n'admette une infraction qu'il n'ait pas commise », a déclaré Yossi Fuchs, secrétaire du Cabinet israélien (nommé par Netanyahu), [aux médias](#).

L'idée qu'un tel aveu de la part de Netanyahu serait contraire aux lois de la nature est révélatrice en soi, mais il est naturel que le Premier ministre ne reconnaisse pas sa culpabilité pendant un procès en cours : si sa demande de grâce est rejetée, un tel aveu pourrait jouer en sa faveur dans l'issue du procès.

Néanmoins, lors d'une demande de grâce, on pourrait s'attendre à entendre des excuses, des regrets ou au moins une reconnaissance de son erreur. Quelque chose comme « J'ai peut-être commis une erreur de jugement » ou « Il est possible que mes actions aient été mal interprétées et je le regrette ». Aucune reconnaissance de ce type n'apparaît dans la lettre de Netanyahu.

Au contraire, le Premier ministre utilise cette demande pour passer à l'offensive. « Il était et reste très critique à l'égard du comportement des autorités chargées de l'application de la loi dans le cadre de notre affaire », écrivent ses avocats. « L'enquête s'est concentrée sur la personne et non sur l'infraction, tout en essayant de trouver des preuves qui incrimineraient le Premier ministre d'avoir commis une infraction. Cette approche a suscité de nombreuses critiques de la part du public et des juristes. »

Lâ??acte dâ??accusation contre lui, poursuit la lettre, a Ã©tÃ© dÃ©posÃ© Â« alors que le Premier ministre se trouvait sur la pelouse de la Maison Blanche aux cÃ´tÃ©s du prÃ©sident Trump, prÃ©sautant lâ??accord du siÃ©cle Â». Et dans un [message vidÃ©o](#) publiÃ© la semaine derniÃ¨re sur ses comptes de rÃ©seaux sociaux, Netanyahu affirme en anglais (peut-Ãªtre cette fois-ci Â lâ??intention du prÃ©sident Donald Trump, qui a promu lâ??idÃ©e de gracier Netanyahu lors de son discours Ã la Knesset israÃ©lienne en octobre) quâ??il devrait Ãªtre graciÃ© car Â« il y a des traitÃ©s de paix Ã conclure Â».

En dâ??autres termes, alors que Netanyahu sâ??occupe de questions diplomatiques et de sÃ©curitÃ© nationale, le bureau du procureur gÃ©nÃ©ral sâ??occupe de futilitÃ©s.

Une grÃ¢ce sans culpabilitÃ©

Lâ??argument central du Premier ministre pour justifier lâ??octroi dâ??une grÃ¢ce est quâ??il est nÃ©cessaire de favoriser la rÃ©conciliation entre une population divisÃ©e. La lettre soutient que pour de nombreux IsraÃ©liens, le procÃ©s de Netanyahu a Ã©tÃ© Â« une source de frustration, de difficultÃ©s et dâ??un sentiment dâ??injustice Â» et a accru Â« les tensions et les diffÃ©rends entre les diffÃ©rentes autoritÃ©s Â».

Mais mÃªme ici, sur une question qui nâ??est absolument pas juridique, Netanyahu nâ??assume aucune responsabilitÃ©, refusant dâ??exprimer le moindre remords ou regret pour son rÃ´le dÃ©mesurÃ© dans lâ??attisement de ces divisions. Et il ne revient pas sur ses commentaires mÃ©prisants Ã propos des enquÃªtes menÃ©es Ã son encontre (Â« Il nâ??y a rien [Ã dÃ©couvrir] parce quâ??il nâ??y a rien [de fait] Â»), ni sur les attaques flagrantes que lui et ses partisans ont dirigÃ©es contre le bureau du procureur gÃ©nÃ©ral, le procureur gÃ©nÃ©ral et la Cour suprÃªme.

En ce qui concerne le rÃ´le de Netanyahu dans lâ??histoire dâ??IsraÃ©l, la lettre relÃ¨ve clairement de la mÃ©galomanie. PlutÃ´t quâ??un dernier effort pour sauver sa peau, la demande de grÃ¢ce se prÃ©sente plutÃ´t comme le tÃ©moignage dâ??un homme pour qui a Â« vouÃ© sa vie au service du public Â» et qui Â« pense jour et nuit Ã lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ©l et Ã ses citoyens Â».

Si la gestion des affaires publiques par Netanyahu au cours de ses deux dÃ©cennies au pouvoir prÃ©sente des lacunes, celles-ci ne sont pas mentionnÃ©es dans la lettre. Â« La contribution considÃ©rable du Premier ministre Ã lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ©l est incontestable Â», dÃ©clare la lettre Ã propos dâ??un homme contre lequel des centaines de milliers dâ??IsraÃ©liens ont manifestÃ©, dont beaucoup pendant cinq annÃ©es consÃ©cutives.

Netanyahu, poursuit la lettre, a stimulÃ© lâ??Ã©conomie, renforcÃ© la position internationale dâ??IsraÃ©l et Â« menÃ© une lutte mondiale contre lâ??armement nuclÃ©aire de lâ??Iran Â». La clause 7 mentionne la guerre Ã Gaza, mais uniquement comme une sous-section de la guerre contre lâ??Iran, le Hezbollah et le renversement du rÃ©gime dâ??Assad.

Â« ParallÃ©lement Ã tout cela, le Premier ministre a menÃ© la campagne visant Ã renverser le rÃ©gime du Hamas et Ã ramener nos otages capturÃ©s par le Hamas Â», peut-on lire dans la lettre, sans expliquer les dÃ©faillances sÃ©curitaires qui ont permis Ã ces otages de se retrouver entre les mains du Hamas, ni mentionner les [mesures dÃ©libÃ©rÃ©es prises par Netanyahu pour prolonger la guerre](#) Ã Gaza au dÃ©triment des otages.

Netanyahu a travaillé « aux côtés de nombreuses personnes de bonne volonté » pour « la victoire d'Israël dans cette campagne historique », poursuit la lettre. Pour cette raison, « tant donné que le succès de Netanyahu et celui d'Israël ne font qu'un, « le bien de l'État d'Israël et de ses citoyens exige la fin des poursuites pénales ».

Il est facile de trouver des erreurs factuelles dans la lettre de Netanyahu. Après tout, la mort de Yahya Sinwar à Gaza n'est pas le résultat d'un ordre du Premier ministre visant à éliminer, mais du hasard qui a fait que des soldats ont croisé. Il est également difficile de croire au récit de Netanyahu selon lequel il est le grand conciliateur de la nation alors qu'il a été filmé il y a près de 30 ans, bien avant l'ouverture d'une enquête pénale sur son encounter, en train de chuchoter à l'oreille d'un rabbin éminent que « la gauche a oublié ce que signifie être juif ».

Mais n'est pas la question : on peut s'attendre à ce qu'un homme politique déforme la réalité de manière à se présenter sous le meilleur jour possible. Le problème est que même lorsque Netanyahu demande à être pardonné, il ne peut citer une seule chose qu'il ait faite de mal.

La force incontestable comme doctrine d'État

Une recherche en hâbreu sur Google pour la déclaration « Netanyahu : J'ai avais tort » ne donne qu'un seul résultat concret : [la confession du Premier ministre](#) selon laquelle il a commis une erreur lorsqu'il a tweeté fin octobre 2023 que « toutes les forces de sécurité, y compris le chef des services de renseignement et le chef du Shin Bet, ont estimé que le Hamas était dissuadé et s'orientait vers un accord [avec Israël] », et que « le Premier ministre Netanyahu n'a en aucun cas et à aucun moment été averti des intentions belliqueuses du Hamas ». De fait, le refus d'admettre ses erreurs a caractérisé tout son comportement depuis le début de la guerre.

Une enquête du [New York Times](#) sur les premiers jours qui ont suivi le 7 octobre cite des témoins oculaires affirmant que le ministre de la Justice Yariv Levin a fondu en larmes lors de la première réunion du cabinet après l'attaque du Hamas (son porte-parole a menti), et que le ministre des Finances Bezalel Smotrich a déclaré : « Dans 48 heures, ils demanderont notre démission cause de ce gâchis, et ils auront raison ». Galit Distel-Atbaryan a démissionné de son poste ministériel quelques jours après le début de la guerre, [expliquant](#) dans une interview avoir fait « partie des personnes qui ont affaibli le pays, et cette faiblesse a conduit à bien des regards au massacre ».

Nous n'avons aucune déclaration de Netanyahu qui s'en approche. Interrogé par le journaliste de droite Douglas Murray en janvier 2024 au sujet de son éventuelle erreur de jugement concernant le Hamas, il [a répondu](#) : « C'est peut-être vrai pour certaines personnes, mais ce n'était certainement pas mon cas. »

« Arrêtez de vous excuser. Soyez fiers » était le slogan de campagne qui devait propulser Naftali Bennett à la tête du camp de droite lors des élections de 2014. Mais pour Bennett (qui [prétend aujourd'hui diriger le camp anti-Netanyahu](#)), ce slogan était une sorte de parodie ; le fait même qu'il ait enregistré cette [câblée vidéo](#) dans le centre de Tel-Aviv témoignait de sa

compréhension qu'il avait besoin du soutien du même camp libéral qu'il essayait de maîtriser.

Mais aujourd'hui, la droite israélienne se trouve dans une situation complètement différente. Non seulement elle ne s'excuse pas, mais toute expression, même minime, de considération ou de respect envers ceux qui se trouvent de l'autre côté de l'échiquier politique, qu'il s'agisse d'un politicien, d'un journaliste, du [procureur général militaire](#) ou du président de la Cour suprême, sans parler des Palestiniens ou des gauchistes, est immédiatement considérée comme une faiblesse.

Pour une telle époque, il n'y a pas de leader plus approprié que Netanyahu. La mentalité qui le rend imperméable à des déclarations telles que « je suis désolé » ou « j'ai fait une erreur » est précisément ce qui fait de lui la figure de proue parfaite pour tout le camp de la droite en Israël. Et sa demande de pardon est la manifestation ultime de ce trait de caractère.

Mais cette capacité à ne pas s'excuser ou à ne pas admettre ses erreurs est également nécessaire dans Israël aujourd'hui pour une autre raison, et pas seulement la droite. Après tout, si la société israélienne prenait le temps de réfléchir aux implications de la politique de son gouvernement envers les Palestiniens (et [envers la région dans son ensemble](#)), les gens pourraient commencer à se demander si la violence est vraiment la seule option. En fait, ils pourraient comprendre que le recours systématique à la violence est la source de l'isolement d'Israël et une menace pour son existence même. Contre ces pensées hérétiques, Netanyahu est le remède parfait.

La tragédie de toute cette affaire n'est pas qu'un dirigeant corrompu tente d'obtenir le pardon pour ses crimes, mais plutôt qu'il n'existe aucun camp politique capable d'offrir une alternative à la vision singulière de Netanyahu : la force brute, la force brute et encore la force brute. Au lieu de cela, nous avons une opposition qui est toujours sur la défensive, ce qui ne fait que renforcer Netanyahu et étendre sa sphère d'influence, alors qu'il faudrait une opposition qui insiste sans concession sur les droits humains, l'égalité et la nécessité de mettre fin à l'occupation, à l'apartheid et au génocide.

Une version de cet article a été publiée pour la première fois en hebrew sur Local Call. Vous pouvez la lire [ici](#).

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : +972 Magazine

date créée
2025/12/15